

## Vingt-quatrième Conférence du PROE

17-19 septembre 2013

Apia (Samoa)

### **POINT 9.4.2 DE L'ORDRE DU JOUR : Suivi, évaluation et présentation de rapports sur l'état de l'environnement dans le Pacifique**

#### **Objet du document**

1. Informer la Conférence des activités conduites par le PROE (division Surveillance environnementale et gouvernance) afin d'améliorer le suivi et l'évaluation de l'environnement et la présentation de rapports ;
2. Solliciter les conseils des Membres sur les travaux effectués et leurs instructions concernant les activités proposées.

#### **Contexte**

3. La 23<sup>e</sup> Conférence du PROE, tenue à Nouméa en 2012, a adopté un cadre sur l'état de l'environnement dans la région du Pacifique, et noté :
  - a) que le rapport sur l'état de l'environnement devrait suivre à l'avenir le modèle « Force motrice-Pression-État-Impact-Réponse » (DPSIR) ;
  - b) que le cadre d'indicateurs utilisé dans les rapports sur l'état de l'environnement devrait intégrer et simplifier les obligations relatives aux Accords multilatéraux sur l'environnement et aux rapports nationaux et régionaux ; et
  - c) qu'une base de données commune contenant ces indicateurs devrait être mise au point.

4. La 23<sup>e</sup> Conférence avait également invité le PROE à mobiliser des fonds pour conduire ces activités. En outre, la directive des chefs d'État et de gouvernement et des Ministres de l'économie des pays membres du Forum sur la présentation de rapports reconnaissait la nécessité de simplifier la rédaction de rapports mondiaux, régionaux et nationaux afin d'alléger la tâche des pays. En 2012, les organisations membres du CORP et d'autres partenaires ont proposé un cadre simplifié de présentation de rapports, applicable dans la région, non seulement pour les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME), mais aussi pour d'autres accords multilatéraux, par exemple les Objectifs de développement pour le Millénaire et les rapports relatifs à l'égalité des sexes.

#### **Rapports sur l'état de l'environnement**

5. Le Secrétariat s'est efforcé de renforcer ses capacités d'élaboration du cadre régional sur l'état de l'environnement en dispensant une formation aux deux agents de l'Unité Suivi et rapports de la division Surveillance environnementale et gouvernance. Un agent a été muté de la division Biodiversité et gestion écosystémique, et nommé Analyste chargé du suivi au sein de cette unité ; grâce à un financement australien, un Conseiller en surveillance environnementale et établissement de rapports (EMRA) a été recruté à la tête de cette unité en janvier 2013.

6. En 2012 et au début de 2013, la division Surveillance environnementale et gouvernance a aidé le Samoa à rédiger son rapport sur l'état de l'environnement. Cette expérience a permis de mettre au point un modèle régional de rapport, avec le concours d'Aileen Power, volontaire en détachement de deux mois, qui a géré l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement pour le Territoire de la capitale australienne. Ce modèle est actuellement piloté à Fidji et aux Îles Cook. Dans chaque pays, nous avons fait appel à un consultant local et travaillons en étroite collaboration avec le service de l'environnement pour renforcer les capacités locales. Le rapport sur l'état de l'environnement de Fidji devrait être publié en décembre 2013 ; celui des Îles Cook sera achevé en 2014.

### **Élaboration d'indicateurs et d'une base de données**

7. Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) a élaboré une base de données sur les indicateurs minima du développement national, axée sur les « piliers sociaux et économiques » du développement durable. En partenariat avec la CPS, le PROE est en train de mettre au point une base de données sur les indicateurs minima du développement national (environnement) (NMDI Env), axée sur le « pilier environnemental ». Les indicateurs porteront sur nos domaines thématiques : biodiversité, gestion des écosystèmes, changement climatique, gestion des déchets, lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance. Ces bases de données permettront d'identifier les indicateurs, à l'échelon national, utiles pour l'établissement de rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement, la rédaction de rapports au titre des AME. Les décideurs océaniques disposeront ainsi de données précises sur l'environnement à l'appui de leurs travaux, ce qui contribuera au développement durable.

8. Ces indicateurs, principalement établis à partir de sources de données nationales et infranationales, seront présentés dans une base de données en ligne entièrement personnalisée. Des sous-ensembles thématiques pourront être téléchargés, ainsi que tous les indicateurs correspondant à chacun des accords multilatéraux sur l'environnement et des indicateurs relatifs aux rapports nationaux sur l'état de l'environnement. Les rapports seront disponibles en formats Excel et PDF et pourront être facilement adaptés en vue de consultations par pays ou d'exportations par indicateur. Cela permettra aux utilisateurs de se tenir informés dans des secteurs particuliers, tout en aidant les autorités nationales et les partenaires de développement à combler les lacunes dans les données pour améliorer les rapports sur l'état de l'environnement, les simplifier et alléger ainsi leur charge de travail.

### **Activités futures**

9. Les fonds actuellement alloués par l'Australie et la Nouvelle-Zélande ainsi que par l'Union européenne au titre du projet ACP sur les AME (phase 2) permettront à la division Surveillance environnementale et gouvernance de travailler sur trois rapports nationaux par an pendant les deux prochaines années et de perfectionner et alimenter la base de données NMDI Env. La division continuera de procéder aux évaluations de l'état de l'environnement en collaboration avec des consultants locaux et des organismes nationaux, à titre d'activité de renforcement des capacités. Elle envisage aussi de terminer un rapport régional d'ici à 2015.

10. Pour renforcer notre assistance et tenir compte de la demande de mobilisation de fonds formulée par la 23<sup>e</sup> Conférence, le PROE, en partenariat avec le PNUE, a soumis un formulaire d'identification de projet (PIF) au FEM, grâce aux fonds mondiaux réservés au renforcement des capacités. Le FEM a approuvé le PIF, d'un montant de 4,73 millions de dollars, pour le renforcement des capacités nationales et régionales en matière de suivi environnemental, d'évaluation et de présentation de rapports. Ce financement inclut une avance pour préparation de projet qui permettra d'établir un plan de travail détaillé et un budget pour ce projet. La division Surveillance environnementale et gouvernance consulte actuellement le PNUE, entité d'exécution pour les consultations de pays, afin d'établir les documents détaillés du projet.

### **Recommandation**

11. La Conférence est invitée à :

- **prendre acte** de l'avancement des activités de présentation de rapports sur l'état de l'environnement ;
- **donner des instructions** concernant les travaux futurs de la division Surveillance environnementale et gouvernance, notamment les activités de rapports sur l'état de l'environnement et autres.